

Affaire GEMS :

Europe Démocratie Espéranto (EDE)

soutient les employés victimes du tout-anglais

L'unité de Buc sur Yvette (78) du géant américain General Electric Medical System (GEMS) se trouve au centre d'une affaire déjà rapportée par une cinquantaine de journaux dans le monde.

En dix ans, les salariés de GEMS de Buc sur Yvette ont épuisé tous les recours internes pour obtenir de leur direction qu'elle fasse traduire en français les documents de travail – y compris les consignes de sécurité. Attaquée en justice depuis deux ans, la direction s'appuie sur sa propre interprétation de l'article L 122-39-1 du code du travail issu de la loi Toubon pour traduire le moins possible de textes. Or la jurisprudence de cette affaire pourrait, si elle donne raison à la défense du français en France, donner des idées aux salariés d'autres entreprises confrontées au tout-anglais.

A l'occasion du procès en appel de l'affaire GEMS à la cour d'appel de Versailles le 26 janvier 2006 à 9 heures, les militants du parti politique Europe

Démocratie Espéranto (EDE), déjà mobilisés le 22 septembre 2005, sont à nouveau présents pour exprimer leur soutien aux salariés de GEMS.

Cet emploi abusif et inutile de l'anglais est une entorse à la loi. Il traduit un manque de respect vis-à-vis des salariés. C'est également un non-sens, car loin d'améliorer la communication, l'utilisation de l'anglais la détériore et met en danger la sécurité des employés.

Selon EDE, en France, **les salariés doivent réellement avoir le droit de lire, de parler et d'écrire en français.** Pour une Europe plus démocratique et moins soumise à l'impérialisme anglo-saxon, EDE fait campagne pour une langue commune neutre en Europe, l'espéranto. Cette langue équitable, dix fois plus rapide à apprendre que l'anglais, aidera les peuples d'Europe à **mieux se comprendre tout en préservant les cultures et langues nationales de chacun.**